

le journal des retraité·e·s de Chaumont



 <https://www.facebook.com/syndicat.cgt.retraites.chaumont/>

Syndicat **CGT** des retraités de Chaumont - 24 avenue du Général Leclerc 52000 Chaumont - N° 342 - Samedi 20 mai 2023

NON À LA RETRAITE À 64 ANS **MARDI 6 JUIN** **NOUVELLE JOURNÉE UNITAIRE DE** **GRÈVES ET DE MANIFESTATIONS**

JEUDI 25 MAI DE 12 À 14 H
TOUTES ET TOUS DEVANT LA PRÉFECTURE À
L'APPEL DE L'INTERSYNDICALE DE HAUTE-MARNE

> Macron à la télé

COM, AUTOSATISFACTION ET ARROGANCE

Tout comme il se déplace en faisant le vide pour ne pas être importuné, Macron mobilise le ban et l'arrière-ban des médias pour faire valoir que sa parole, et elle seule, a une quelconque valeur. « Je parle à moi-même de moi-même que j'admire et j'ai toujours raison ».

Autosatisfaction, morgue, mépris et arrogance. Il refuse de dialoguer avec les syndicats, mais reçoit Elon Musk qui veut "coloniser" Mars et promet la Lune aux gogos. Et chacun sait ce qu'il en est des promesses. Pour réindustrialiser, après un massacre de 40 ans, Macron invite à Versailles 200 très grands patrons qui se goinfrent avec l'inflation et vont investir pour le faire encore plus. C'est ça « choose France » !

Les revenus ? Tout en bas, le bénéficiaire du RSA ira au boulot pour une misère à 600 €/mois, le chômage est raccourci de 25 %, retour à l'emploi sinon séjour au RSA ; la ou le jeune de 15 ans qui décroche, ce sera stop école, direct au boulot en apprentissage. L'objectif étant des pauvres toujours plus pauvres. Ne parlons pas des retraites...

Les classes moyennes classées par Macron entre 1 500€ (Smic plus 8 %) et 2 500€, « trop riches pour être aidés et pas assez riches pour bien vivre » se partageraient 2 milliards de baisse d'impôts pris on ne sait où ni chez qui, sauf chez les très riches. Sans donner de date, sauf vers fin de son mandat, et sans doute au détriment des services publics.

Ce qui est donné d'une main étant repris de l'autre, d'ici là, l'inflation va durer et perdurer : alimentation, produits d'entretien ou énergie qui sont à des sommets, ne reviendront jamais aux prix d'origine. Le Smic, qui a au moins l'avantage de suivre la hausse des prix de l'Insee, a augmenté de 10 % depuis décembre 2021. Les revenus des actifs, des retraités et les aides sociales s'effondrent. Les vases communicants de Macron fonctionnant bien, les dividendes des actionnaires du CAC40 ont prélevé sur notre dos 10 milliards d'euros et 22 % supplémentaires en 2022. Ce sont des « partageux », mais uniquement entre eux !

G. TARDENOIS

SOMMAIRE : AHMED SALEM DOIT RESTER • CHAUMONT
HABITAT : LE DIRECTEUR DOIT RENDRE DES COMPTES • HÔPITAL DE
CHAUMONT : SERVICE PUBLIC OU PROFITS ? • CLIMAT : MACRON NOUS
ENFUME • OBLIGATION DE DÉCLARATION FISCALE SUR INTERNET ? •
INFLATION ALIMENTAIRE : IL FAUT ENCADRER LES PRIX...

VIVE LA COMMUNE !

SAMEDI 27 MAI 11 H

VRONCOURT-LA-CÔTE (52)

VILLAGE NATAL DE LOUISE MICHEL

**HOMMAGE À LOUISE MICHEL
ET À LA COMMUNE DE PARIS**

- PRISE DE PAROLE
- CHANSONS CONTRE LA GUERRE PAR PASCAL INZA
- LECTURE DE TEXTES ET DE POÈMES
- APÉRITIF OFFERT
- PIQUE-NIQUE TIRÉ DU SAC



Samedi 27 mai à 11h, rendez-vous à Vroncourt-la-Côte, village natal de Louise Michel pour un hommage à la Commune de Paris.

UN COVOITURAGE EST PRÉVU
RDV À 9H45 - PLACE DU CHAMP DE MARS

Pour s'inscrire : Tél : 06 75 57 39 07

Mail : vaillant.adriana@orange.fr

AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN

En mai 1948, 805 000 Palestiniens et Palestiniennes étaient dépossédés de leurs biens et forcés de quitter leurs terres suite à la destruction de plus de 500 villages palestiniens après l'offensive de l'État israélien. C'est ce que les Palestiniens appellent la Nakba (la catastrophe)

Pour commémorer la Nakba, notre syndicat s'est joint à l'Association Palestine Libre Haute-Marne samedi 13 mai place des Droits de l'homme à Chaumont pour un rassemblement de soutien au peuple palestinien en lutte face à un pouvoir qui revendique l'héritage des criminels de 1948 et rêve d'en achever l'objectif mortifère...



HÔPITAL : SERVICE PUBLIC OU PROFITS ?

L'organisation de la gradation des soins dans le centre sud Haute-Marne a été acté lors d'une conférence de presse le 15 mai. Localisation, agenda, nombre de lits, services, pas de scoop, tout avait été déjà pressenti. Démarche de communication pour montrer « qu'on y travaille ». Le grand absent, le service public, sa place, sa pérennité, ses moyens. Par contre, le groupe Elsan, discret, ne se mêlant pas aux débats fratricides, assuré de conserver le gain du magot sanitaire, peut être rassuré.

Nous avons toujours été favorables au fait de conserver des hôpitaux de proximité, mais pas à n'importe quel prix, en termes de services, de personnels et d'équipements. Nous ne pouvons que partager la crainte réelle qu'exprime maintenant l'association Egalité Santé quant au capacitaire de ces établissements. Ce combat pour la qualité des soins, le confort des soignants, la réponse aux besoins du territoire, la défense du service public est aussi le nôtre. C'est un combat fédérateur bien loin des querelles partisans et des intérêts particulier. **LOUIS LAPRADE**

HÔPITAL DE CHAUMONT : ET LES SERVICES ANNEXES ?

Dans un article paru dans l'Affranchi du 12 mai dernier, le syndicat SUD-Santé du centre hospitalier de Chaumont fait part de ses inquiétudes pour l'avenir des services logistiques et médico-techniques regroupés à Chaumont, dans la perspective de la construction des hôpitaux de Chaumont et Langres.

Ces services, dits annexes, concernent la blanchisserie, la restauration, les services techniques et le laboratoire d'analyses médicales (dont l'avenir semble assuré dans le cadre du projet que l'ARS a présenté lundi 15 mai).

Le syndicat est-il trop alarmiste ? Il y a effectivement de quoi s'inquiéter lorsqu'on examine le projet d'implantation des deux hôpitaux. On met en exergue les 140 millions que va coûter ce projet, on parle lieux d'implantation, construction, matériels mais très peu des femmes et des hommes indispensables pour que ce lieu soit digne de porter le nom d'hôpital...

Comme nous l'avons déjà dit, il ne faut pas que le nouvel hôpital soit une coquille vide. Or force est de constater que la politique d'austérité en matière de santé se poursuit à la vitesse grand V. Elle risque de s'accélérer avec les dernières annonces de Macron concernant les baisses d'impôt. Comme il n'est pas prévu de compenser les baisses «des classes moyennes» par des augmentations pour les plus riches, cela va nécessairement se traduire (encore) par des coupes sombres dans le service public.

On peut aussi s'interroger sur la phrase de l'ARS, déclarant que le groupe privé Elsan avait été **étroitement** associé au projet d'implantation des hôpitaux de Chaumont et de Langres. Cela laisse à penser que des perspectives de privatisation des services annexes (67 emplois) ne sont pas exclues.

Le syndicat SUD avance avec justesse la qualité du service rendu par ces secteurs annexes, essentiels à la bonne marche du service public de santé. A l'exemple de la restauration : il n'y a pas photo entre les repas servis par la clinique et ceux du service de restauration du centre hospitalier public, qui allient qualité et diversité.

Le syndicat précise d'ailleurs que ce service propose cinq textures différentes, normale, facile à mastiquer, haché pour trouble de la déglutition, mouliné et mixé... alors qu'une société privée ne laisse le choix qu'entre normal et mixé...

Quand le profit du groupe Elsan va se nicher jusque dans l'assiette du patient...

RICHARD VAILLANT

PRENEZ CONTACT / ADHÉREZ

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

MAIL : TÉLÉPHONE :

Mail secretariat@cgtretraites-chaumont.fr Téléphone 06 79 61 00 78

RETOURNER : SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT

24 AVENUE DU GÉNÉRAL LECLERC - 52000 CHAUMONT

CLIMAT : QUI AURAIT PU PRÉDIRE QUE MACRON ALLAIT AUTANT NOUS ENFUMER ?

Alors que même le Canada brûle au printemps, que les ouragans se font de plus en plus violents et meurtriers, que le désert s'immisce en Espagne, que les Pyrénées-Orientales subissent déjà une sécheresse dramatique, que nos lacs et nappes phréatiques ne parviennent plus à se remplir..., Emmanuel Macron ne trouve rien de mieux que de réclamer : «une pause réglementaire européenne sur les normes environnementales». On reconnaît bien là encore son sens inné des relations internationales, de la cohérence personnelle et des priorités publiques...

Après avoir fait semblant de découvrir le problème en début d'année (souvenons-nous du célèbre : «qui aurait pu prédire la crise climatique ?»), il nous raconte, quelques mois plus tard, qu'il ne faut pas trop s'en préoccuper.

Face au tollé général, l'Elysée explique qu'il n'a pas demandé de moratoire. Il a voulu dire qu'avant d'édicter de nouvelles règles, il fallait se donner les moyens de respecter celles qu'on s'était données.

Pourquoi pas ? Mais ce n'est pas ce que le monde entier a entendu. Macron n'a qu'un seul mode de communication : l'enfumage.

Quand il annonce à Dunkerque un projet taïwanais - largement subventionné - de fabrication de batteries de voitures, il parle de réindustrialisation de la France. Et il «oublie» dans le même temps les usines qui ferment parce que les investisseurs étrangers, après en avoir bien profité, se retirent. Naviguer au gré d'exigences extérieures qui ne pensent qu'à pomper l'argent public, ne peut pas s'appeler «politique de réindustrialisation» ; même si, malheureusement, beaucoup de médias tombent dans le panneau.

Pour l'environnement, dire clairement que, dans les conditions actuelles, les objectifs ne seront pas atteints, voire très loin d'être même approchés, serait honnête.

Reconnaître que les règles ne sont pas respectées et qu'il faudrait commencer par là, est un minimum. Mais admettre qu'il est urgent de changer de braquet serait bien plus responsable.

On pourra faire toute la rhétorique qu'on veut. Mais, dans ce contexte, que le dirigeant de la septième puissance économique du globe se permette de parler de «pause» est tout simplement catastrophique.

ELTÉ

AHMED SALEM DOIT RESTER !

Ahmed Salem, originaire de la république de Centre Afrique, capitaine et entraîneur au CO Langres, arrivé en 2018, fuyant son pays, se retrouve sous le coup d'une expulsion du territoire et placé au centre de rétention administrative de Metz.

Qu'a fait ce jeune homme pour être traité ainsi ? Il s'est investi dans un club de foot et entraîne des jeunes qui lui témoignent toute leur reconnaissance. Il est capitaine de l'équipe première de son club, il fréquente les Restos du cœur, le PHILL*, la Croix Rouge. Il est apprécié de ses coéquipiers, des parents, des élus. Il répond aux exigences méandreuses d'une demande d'asile, envisage une formation et un emploi..

Brutalement, inhumainement arraché à cet environnement qu'il se construit pour se reconstruire lui-même, il risque l'expulsion, l'abandon dans un milieu hostile, et comme il ne peut retourner dans son pays où il risque la mort, il va sans doute recommencer le périple dangereux de tous ces êtres, nos semblables, au ban de nos sociétés civilisées.

La préfecture lui reproche de pas s'être intégré ! Sauf à nous cacher des motifs inavouables, nous sommes sidérés devant un tel cynisme de notre République qui cajole l'extrême droite. Le député local doit se réjouir, toujours zélé à sauter sur les faits divers pour nourrir le populisme.

Nous assistons aux prémices de la réforme de la loi sur l'immigration qui va encore durcir les conditions d'accès, de maintien, et d'expulsion des immigrés sans aucune préoccupation de l'Humain. . Monsieur Ahmed Salem est l'exemple vivant, à notre porte, des mesures administratives arbitraires qui vont se généraliser demain. Le pays des droits de l'Homme est bien malade.

LOUIS LAPRADE

*PHILL : *Parcours Hébergement Insertion Logement Langrois*

LIBRE !?

Nous apprenions mardi soir, par la voix de la maire de Langres, que Ahmed Salem avait refusé de monter dans l'avion qui devait l'emmener chez ses bourreaux, qu'il avait été mis en garde à vue, et ramené sur Langres. Camouflet pour la préfète de Haute-Marne, impatiente d'appliquer les ordres de Darmanin. La mobilisation, la solidarité, la résistance payent. Malgré ce dénouement pour le moment heureux, notre article reste pertinent quant à la situation d'autres Ahmed, déjà en voie

d'expulsion où évanouis dans la nature, devenus invisibles, ombres d'eux-mêmes.

CARNET ROSE

La structure haut-marnaise de Renaissance (le parti de Macron) est heureuse de nous annoncer la naissance d'une nouvelle association (le JHM ne nous dévoile pas son prénom) avec un bureau à Saint-Dizier et des succursales à Langres et Chaumont.

Elle se fixe pour objectif « *d'ouvrir la parole à tous citoyens et citoyennes... De partager des idées et de créer des synergies* ». Ça fait toujours sérieux d'employer le mot synergies.

Un but qui ne manquera pas de faire frémir ou rire toutes celles et ceux qui battent le pavé depuis trois mois pour dire non à la retraite à 64 ans, qui vont, nombreux, remettre ça le 6 juin et qui, au cours de ce trimestre de lutte, n'ont pas manqué d'apprécier la volonté de dialogue de Jupiter, de sa police et de ses nervis...

Prudente, cette association ne nous livre, pour tout contact, qu'un numéro de téléphone. Pas de nom de président, ni de trésorier (l'argent de l'Élysée ne devrait pourtant pas manquer).

Sans doute la peur que tous les soirs, les Haut-Marnais, heureux de fêter la naissance de cette nouvelle et belle structure ne viennent leur jouer une petite casserolade.

Pour aider, nous proposons de lui donner un nom court et percutant : **ASSOCIATION 49-3 DU 5-2**

RACHID R.



INFLATION ALIMENTAIRE, ENCADRER LES PRIX...

Une baisse du prix des matières premières de 20 % en un an pour les céréales, de 15 % pour les produits laitiers, de 6 % pour la viande...

Pendant ce temps, en France, selon l'UFC Que Choisir, l'inflation alimentaire dépasse 18 % en un an dans les grandes surfaces, Cherchez l'erreur... Pourquoi un tel écart, si préjudiciable aux ménages ?

L'alimentation représente en moyenne 20% du budget total des ménages, voire 30 à 35% pour les ménages modestes. Avec la non-revalorisation des salaires, c'est intenable.

Devant la flambée des prix dans les rayons, le gouvernement renvoie les responsabilités aux supermarchés et à leurs fournisseurs industriels.

Leurs négociations commerciales doivent prendre en compte l'évolution

CHAUMONT HABITAT : LE DIRECTEUR DOIT RENDRE DES COMPTES

En plus de l'augmentation des loyers, des charges, de l'énergie, du coût de la vie et de la baisse des revenus, des pensions et des APL, les locataires de Chaumont Habitat subissent toujours le mépris de leur bailleur. Pour chaque demande de réparation dans leur logement, leur immeuble ou pour l'entretien des espaces verts, ils doivent multiplier les appels, les courriers, s'adresser à la presse, faire un signalement à l'Agence régionale de santé, à la préfecture et il ne se passe toujours rien !

Pourtant ces demandes font partie des obligations du bailleur, ainsi que celles pour des logements décentes rappelées par un courrier de Mme la Préfète. Mais ni l'État, ni la Mairie, ni l'Agglomération ne se préoccupent des suites réservées à ces demandes par M. Gombart, directeur de Chaumont Habitat. Serait-il au-dessus des lois ?

SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT

des coûts de production pour permettre une meilleure rémunération des agriculteurs. Mais ces mesures, nées des lois Egalim, se sont traduites par une hausse globale des prix, alourdissant la facture des consommateurs.

Bruno le Maire (ministre de l'Économie) et Olivia Grégoire (Commerce) ont beau jeu de demander aux géants de l'agroalimentaire et aux acheteurs de la distribution de revenir autour de la table des négociations.

On essaie de régler le problème de l'inflation alimentaire alors que l'inflation est un problème de profits.

En un an, l'inflation s'est traduite par l'augmentation insolente des marges de l'industrie agroalimentaire à + 44,7%. Par exemple, au 1er trimestre 2023, le chiffre d'affaires du groupe Danone a progressé de 11,6% en valeur quand son volume de vente n'a augmenté que de 0,2%.

L'objectif de ces géants industriels est-il de nourrir la population ou de se gaver avec pour seul objectif le profit ?

Si la volonté du gouvernement est de voir baisser les prix de l'alimentation, il doit supprimer la TVA sur les produits de première nécessité et encadrer les prix.

Et pour soutenir le pouvoir d'achat, mettre en place des mesures d'augmentation des salaires avec un smic à 2 000 euros et revaloriser les pensions...

D'APRÈS LE COMMUNIQUÉ CGT

FESTIVAL DE CANNES : LA PRÉFECTURE INTERDIT DE MANIFESTER

Olivier Cahn, spécialiste du droit pénal déclare dans le journal "le Monde" : "Sous la Ve République, il faut remonter à la guerre d'Algérie pour retrouver de telles interdictions systématiques de manifestations. Mais à l'époque, le préfet s'appelait Maurice Papon...".

Rappel : le premier festival de Cannes, en 1946, a eu lieu grâce à la CGT.

ATTAL ET LA CHASSE AUX PAUVRES

Gabriel Attal a présenté le projet anti-fraude fiscale du gouvernement, un écran de fumée pour faire oublier la chasse aux pauvres et tenter de fermer la séquence des retraites.

Il annonce s'attaquer à la fraude fiscale des riches. Parmi les mesures proposées, une augmentation de 25 % des contrôles fiscaux des plus gros patrimoines, un renforcement des sanctions, le contrôle, tous les deux ans, des cent plus grandes capitalisations boursières, la privation du droit de vote pour les fraudeurs, ou encore, une peine complémentaire de travaux d'intérêt général !

Comment compte-t-il faire alors que, depuis 2002, près de 50 000 emplois ont été supprimés à la DGFIP (Direction générale des finances publiques) selon la CGT, et [un grand nombre de services de proximité ont été fermés](#) ou délocalisés.

Cette baisse des effectifs dans l'administration fiscale s'est traduite par un affaiblissement du contrôle fiscal, tandis que le contrôle social se durcissait.

Gabriel Attal promet la création de 1 500 postes pour réaliser ses objectifs.

Pourtant, avec la suppression progressive de la taxe d'habitation et de la contribution sur l'audiovisuel public, il estime à 2 000 les emplois qui pourraient être supprimés à terme. Les riches n'ont donc pas à se faire de souci, le projet du gouvernement, c'est juste de la "com" !

MARIE-ROSE PATELLI

DÉPLACEMENT DE MACRON, ÇA COÛTE UN POGNON DE DINGUE

Macron et 5 ministres à Dunkerque la semaine dernière, ce sont 1 500 policiers dépêchés sur place, plusieurs jets privés qui ont fait le déplacement (environ 20 000 euros l'heure de vol), des gardes du corps, des snipers, d'autres unités policières qu'il a fallu nourrir et payer (primes de déplacement), des dizaines de voitures... Avec une inflation galopante, un tel maintien de l'ordre peut approcher le million d'euros sur la journée, et ce, sans compter les pertes pour les commerçants du centre-ville qui ont dû fermer leurs magasins pour cause de ville désertifiée. (**Site Cerveaux non disponibles**)

LA PROVOCATION DE TROP !

La provocation de trop ! De la part des ultranationalistes et du gouvernement qui banalise leurs actions en autorisant la manifestation dans le territoire français.

Le défilé néonazi de Paris s'est achevé par un concert de « rock aryen ».

Ses organisateurs ont enfoncé le clou de la provocation en choisissant la salle Simone-Veil, inaugurée il y a un peu plus d'un an par la mairie de Saint-Cyr-l'École

OBLIGATION DE DÉCLARATION FISCALE SUR INTERNET ?

Une amie me prévient qu'en tant que propriétaire, je suis soumise cette année à une obligation déclarative de ma maison pour le 30 juin, sous peine d'amende, et ce sur internet uniquement.

Comme je n'ai pas internet, ni les moyens d'acheter un ordinateur, qu'il n'y a plus de perception dans mon village et pas encore de local France Service, cette amie me propose de faire cette déclaration sur son PC.

La déclaration effectuée, elle reçoit un mail à mon nom stipulant "Vous avez choisi de ne plus recevoir les documents suivants par courrier : avis d'impôt sur le revenu, avis d'impôts locaux. Les documents correspondant à votre choix seront consultables dans votre espace particulier et un courriel vous sera systématiquement adressé pour vous informer de chaque mise en ligne d'un nouveau document."

Mais je n'ai rien choisi du tout et suis maintenant dans l'obligation de venir consulter chez elle tous mes documents et les lui faire imprimer. Et je ne suis pas la seule dans ce cas. Après cela, on se félicitera d'avoir 87% des Français qui ont accès au numérique, mais dans quelles conditions !

Christine



qui a fait un signalement à la justice, car cette salle a été réservée sous un nom d'emprunt.

Rappelons-le ! Simone Veil, une rescapée de la Shoah, est entrée au Panthéon, entre autres, pour son combat contre le nazisme.

Cette action des militants d'ultra-droite et d'extrême droite est à combattre d'une manière forte sans aucune hésitation ni calcul politique ou électoral.

ALAN LEBRETON



Dessin paru dans l'Humanité

MERCI À CELLES ET CEUX QUI AIDENT LE JOURNAL DES RETRAITÉS

Notre appel à la solidarité financière pour le Journal du retraité est entendu. Merci à Jacqueline, Sylvie, Robert, Jacques, Francis, Jean, Christian, Josiane, Denise, James, Jacqueline, Bernard, Jean-Pierre, Jacky, Gérard, Marie, Nicole, Xavier, Michèle, Maurice, Alain, Marie-Claire, Mustafa, Michel, Chantal, Jacques, Jean-Claude et Gillette, Arlette, Marine, Patrice, Michel, Denis et Fanfan, François, Élise, Jean-François, Franck, Josette, Laurent, Jean-Pierre, Jean-Louis, Anne-Alexandra, Liliane, Lucienne et aux anonymes qui nous remettent leur obole chaque semaine au marché.

SOUTENEZ LE JOURNAL DES RETRAITÉS CGT DE CHAUMONT

Nom et Prénom : Verse.....euros

REMETTRE À UN.E MILITANT.E DU SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT